

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	19.06.2023	2023-483	4.1/4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

TD/JS

SEANCE N° 19 DU 19 JUIN 2023
36 questions, numérotées de 2023-454 à 2023-489

DELIBERATION

PERSONNEL COMMUNAL – PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE - VOLET PRÉVOYANCE – CONVENTION DE PARTICIPATION SOUSCRITE PAR LE CDG61 PRÉCISION SUR LA DATE D'ADHÉSION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire, sauf pour les questions 2023-471 et 2023-472, présidées par Jean-Pierre HUREL, doyen d'âge.

Otre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoins : Lori HELLOCO, Gaëlle PIOLINE, Subay SAHIN, Leïla HARDY, Jacques DUPERRON, Angela PRESSE, Bruno ASSELOT, Dominique ARMAND, Jean-Pierre HUREL

Conseillers : Nesrin YANAR, Yvette LERICHOMME, Laurent JUMELINE, Sophie RENAUDIN, Omar AYAD, Thierry AUBIN, Annick ROBIN-MOITRY, Jérémy PREVOST, Marème N'DIAYE, Chantal MARCHAND, Noël DJEZAIRI, Lucienne VINCENT, Gérard SAMOYEAU, Isabelle GILBERT, Richard RIHOUEY, Inès CHATE, Jean-François BRISSET, Tâm NGUYEN, Sylvie DUFOUR, Stéphane BENIS, Emmanuelle BERGOT, Pascal CATHERINE, François LEPRINCE

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants	Mandataires	Questions
Marème N'DIAYE	Annick ROBIN-MOITRY	Ensemble de la séance
Chantal MARCHAND	Yvette LERICHOMME	
Noël DJEZAIRI	Yves GOASDOUÉ	
Emmanuelle BERGOT	Jean-François BRISSET	

Absents : Jérémy PREVOST, Gérard SAMOYEAU (ensemble de la séance), Angela PRESSE (2023-454 à 2023-456) et Inès CHATÉ (2023-454 à 2023-460).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	(2023-454 – 2023-456)	25	29
Quorum : 17	(2023-457 – 2023-460)	26	30
	(2023-461 – 2023-463)	27	31
	2023-464	27	30
	2023-465 – 2023-470	27	31
	2023-471 – 2023-472	26	28
	2023-473 – 2023-476	27	31
	2023-477	27	30
	2023-478 – 2023-479	27	31
	2023-480	27	30
	2023-481 – 2023-487	27	31
	2023-488	27	30
	2023-489	27	31

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Liste des délibérations affichée le :	Date de mise en ligne sur le site internet
13.06.2023	18 H 50	Yvette LERICHOMME	21 H 45	20.06.2023	29.06.2023

R A P P O R T

présenté par
Gaëlle PIOLINE
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 4 Gestion du personnel		17	07.06.2023	18	
CONSEIL	Séance	19	19.06.2023	N° d'ordre	N° délibération
				30	2023-483

OBJET	PERSONNEL COMMUNAL – PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE - VOLET PRÉVOYANCE – CONVENTION DE PARTICIPATION SOUSCRITE PAR LE CDG61 - PRÉCISION SUR LA DATE D'ADHÉSION
-------	---

LC/JS

Chers Collègues,

Par délibérations concordantes, La Ville de Flers et Flers Agglo ont fait le choix de participer à la couverture sociale complémentaire en finançant une partie des contrats labellisés souscrits par leurs agents, sur le volet santé (mutuelle) dès 2013 et pour prévoyance au 1^{er} janvier 2019.

Pour rappel, la « **complémentaire santé** » concerne le remboursement complémentaire des frais occasionnés par une maladie, une maternité ou un accident, afin de diminuer le reste à charge de l'assuré.

S'agissant de la « **prévoyance** » ou « garantie maintien de salaire », celle-ci permet aux agents de se couvrir contre les aléas de la vie (*maladie, invalidité, accident non professionnel, ...*) en leur assurant un maintien de rémunération et/ou de leur régime indemnitaire en cas d'arrêt de travail prolongé. Il est rappelé qu'au-delà de trois mois d'arrêt pour maladie ordinaire, un agent titulaire perd la moitié de son salaire et, au-delà de douze mois, la totalité.

Conformément aux dispositions des articles L.827-7 et L.827-8 du code général de la fonction publique, les Conseils d'Administration des Centres de Gestion de la FPT des départements du Calvados (14), de l'Orne (61) et de la Seine-Maritime (76) ont décidé de s'associer pour mettre en place des conventions de participation mutualisées dans le domaine de la protection sociale complémentaire, pour les agents des collectivités affiliées et non affiliées du ressort de chaque Centre de Gestion, à compter du 1^{er} janvier 2023, pour une durée de 6 ans.

A l'issue d'une procédure de consultation, le CdG de l'Orne a souscrit une convention de participation pour les risques « santé » et « Prévoyance » auprès de la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT) et la MGEN.

Par délibération du 13 avril dernier, après avis du CST compétent, vous avez choisi d'adhérer à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de gestion de l'Orne et la MNT-MGEN.

Ainsi, vous avez sélectionné la formule 1 (uniquement pour les années 2023 et 2024) puis la formule 2 (obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2025), applicable à l'ensemble des agents et considérer une participation financière de 15€ par mois aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité en activité ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « Prévoyance ».

La date de mise en œuvre et mesures transitoires

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.06.2023	2023-483	4.1/4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

L'adhésion à la convention de participation proposée par le Centre de gestion doit s'opérer à une date qu'il convient de fixer en considération des contrats de prévoyance déjà souscrits par certains agents. En effet, ces derniers devront résilier leur contrat en cours afin de rejoindre la proposition de la collectivité.

Le code des assurances prévoit qu'en matière de prévoyance, et selon les contrats, la résiliation s'effectue à la date anniversaire, moyennant 2 mois de préavis. A ce jour, 44 agents (ville et aggro) sont concernés par cette obligation qui ne leur permet pas d'entrer immédiatement dans le dispositif, et ainsi de perdre potentiellement la participation employeur alors même qu'ils ont fait l'effort financier de souscrire à une prévoyance.

Ainsi, par mesure transitoire dérogatoire, la participation employeur est maintenue dans les conditions antérieures (soit 12€) aux seuls agents qui, sur demande écrite de leur part, se sont engagés dans une procédure de résiliation de leur contrat dans le but d'intégrer la nouvelle convention de participation et qui attendent la date anniversaire de leur contrat pour le résilier.

De même, la collectivité souhaite faire connaître au plus grand nombre les avantages de la couverture prévoyance, notamment au regard du statut de la fonction publique qui prévoit une perte de salaire dès 3 mois d'arrêt de maladie ordinaire, par exemple. Cette communication nécessite que soient organisés plusieurs temps forts de présentations et d'échanges individualisés.

Pour ces raisons, et afin d'organiser au mieux la transition, il vous est proposé une adhésion à la convention de participation au 1^{er} janvier 2024.

Après information du CST compétent,

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - ADHERER** à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de gestion de l'Orne et la MNT-MGEN, à compter du 1^{er} janvier 2024,
- 2 - SELECTIONNER** la formule 1 (uniquement pour 2024) puis la formule 2 (obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2025), applicable à l'ensemble des agents,
- 3 - ACCORDER** sa participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité en activité ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « Prévoyance », ainsi que sur les mesures transitoires,
- 4 - FIXER** le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de 15 € par agent et par mois pour chaque agent qui aura adhéré au contrat découlant de la convention de participation et de la convention d'adhésion,
- 5 - AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion à la convention de participation et tout acte permettant sa mise en œuvre,
- 6 - INSCRIRE** au budget les crédits nécessaires.

ADOpte A L'UNANIMITE.

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Yvette LERICHOMME

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20230619-2023-483bis-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 26/06/2023

Publication : 28/06/2023